

BRÉSIL: ACTION LETTRE POUR MARIELLE FRANCO**LE MEURTRE D'UNE CONSEILLÈRE MUNICIPALE N'EST TOUJOURS PAS ÉLUCIDÉ**

Le 14 mars a marqué le cinquième anniversaire de la mort de la défenseuse des droits humains et conseillère municipale de Rio de Janeiro, Marielle Franco. Chaque année, ce jour-là, de nombreuses personnes au Brésil et dans le monde la commémorent et demandent enfin une enquête complète sur son meurtre.

Marielle Franco et son chauffeur, Anderson Gomes, ont été abattu·e·x·s le 14 mars 2018 alors qu'ils rentraient en voiture après avoir participé à un événement politique titré *Young Black Women Moving Structures*.

Les indices suggèrent que l'assassinat de Marielle Franco était délibéré et soigneusement planifié. Cela a nécessité l'implication de personnel gouvernemental à différents niveaux.

Marielle Franco était originaire des favelas de Rio de Janeiro et en tant que femme politique lesbienne et racisée, elle s'est notamment engagée pour les droits des femmes, des personnes queer et contre le racisme. Elle était également une critique sévère de la violence policière.

Au cours des cinq dernières années, l'enquête concernant cette affaire n'a toujours pas abouti: elle a été marquée par la lenteur et l'inefficacité. Pour l'heure, personne n'a tenu responsable. Bien que deux personnes aient été accusées et aient été placées en détention provisoire, elles n'ont pas encore comparu devant un jury populaire et peu de progrès ont été réalisés en ce qui concerne l'établissement des mobiles du crime.

Par ailleurs, ni les familles de Marielle et d'Anderson ni leurs représentants ont pu faire valoir leur droit de participer aux enquêtes.

PASSEZ À L'ACTION

■ **Veillez écrire des lettres courtoises** en anglais, portugais, espagnol ou français

1.) au **gouverneur de l'État de Rio de Janeiro Cláudio Castro** et

2.) au **président Luiz Inácio Lula da Silva** pour faire part de vos préoccupations en ce qui concerne les enquêtes sur le meurtre de Marielle. En outre, veuillez écrire à l'ambassadeur du Brésil de votre pays pour demander à ce que justice soit rendue pour Marielle. Ce document contient des exemples de tweets que vous pouvez utiliser.

→ **Formule d'appel - Gouverneur:** Dear Governor / Monsieur le Gouverneur,

→ **Formule d'appel - Président:** Dear President / Monsieur le Président,

→ Vous trouverez des **modèles de lettre en français** sur les **pages 3 et 4**.

→ Un **modèle de lettre en anglais** est à disposition sur www.amnesty.ch :

<https://www.amnesty.ch/fr/pays/ameriques/bresil/docs/2023/action-lettre-pour-une-activiste-tuee>

Ou mettez les mots clés pour la recherche: 🔍 le **titre** de cet article ou le **nom de la personne**

→ **Frais d'envoi:** CHF 2.30

→ **Envoi de courrier par poste dans le monde - note:**

Veillez vérifier auprès de la Poste Suisse si des lettres sont actuellement envoyées au pays de destination.

Faute de quoi nous vous demandons d'envoyer votre lettre par e-mail, fax ou les réseaux sociaux (si disponibles)

et/ou de l'envoyer via l'ambassade avec la demande de transmission à la personne désignée.

■ **Action supplémentaire:** Vous pouvez également vous engager **sur les réseaux sociaux:**

Hashtags: #MarielleFranco | #WhoKilledMarielle? | #FightLikeMarielle

LETTRE COURTOISE À

1.) Gouverneur de l'État de Rio de Janeiro, Cláudio Castro

Palácio Guanabara, R. Pinheiro Machado, s/n°

Laranjeiras, Rio de Janeiro – RJ, 22231-901, Brésil

E-mail: governador@gabgovernador.rj.gov.br / Twitter: @claudiocastroRJ

2.) Président du Brésil, Luiz Inácio Lula da Silva

Palácio do Planalto – 3° andar, Brasília – DF 70150-900, Brésil

Twitter: @LulaOficial

COPIE À

Ambassade du Brésil

Monbijoustrasse 68

3007 Berne

Fax: 031 371 05 25

E-mail: brasemb.berna@itamaraty.gov.br

Expéditeur·rice·x:

Gouverneur de l'État de Rio de Janeiro
Cláudio Castro
Palácio Guanabara
R. Pinheiro Machado, s/n°
Laranjeiras
Rio de Janeiro – RJ, 22231-901
Brésil

Lieu et date :

Concerne : Marielle Franco

Monsieur le Gouverneur,

Je vous écris afin de vous faire part de mes vives préoccupations en ce qui concerne les enquêtes sur le meurtre de Marielle Franco, défenseuse des droits humains et conseillère municipale de Rio de Janeiro.

Le 14 mars a marqué le cinquième anniversaire de l'assassinat de Marielle et de son chauffeur, Anderson Gomes.

À ce jour, les auteurs présumés n'ont toujours pas été condamnés. Il est enfin temps que justice soit rendue.

Je vous demande de veiller à ce que le meurtre de Marielle Franco fasse enfin l'objet d'une enquête rapide, complète, impartiale et indépendante et que les responsables soient poursuivis et traduits en justice.

Dans cette attente, je vous prie de croire, Monsieur le Gouverneur, à l'expression de ma haute considération.

Copie:

Ambassade du Brésil, Monbijoustrasse 68, 3007 Berne
Fax: 031 371 05 25 / E-mail: brasemb.berna@itamaraty.gov.br

Expéditeur·rice·x:

Président du Brésil
Luiz Inácio Lula da Silva
Palácio do Planalto – 3° andar
Brasilia – DF 70150-900
Brésil

Lieu et date :

Concerne : Marielle Franco

Monsieur le Président,

Je vous écris afin de vous faire part de mes vives préoccupations en ce qui concerne les enquêtes sur le meurtre de Marielle Franco, défenseuse des droits humains et conseillère municipale de Rio de Janeiro.

Le 14 mars a marqué le cinquième anniversaire de l'assassinat de Marielle et de son chauffeur, Anderson Gomes.

À ce jour, les auteurs présumés n'ont toujours pas été condamnés. Il est enfin temps que justice soit rendue.

Je vous demande de veiller à ce que le meurtre de Marielle Franco fasse enfin l'objet d'une enquête rapide, complète, impartiale et indépendante et que les responsables soient poursuivis et traduits en justice.

Dans cette attente, je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'expression de ma haute considération.

Copie:

Ambassade du Brésil, Monbijoustrasse 68, 3007 Berne
Fax: 031 371 05 25 / E-mail: brasemb.berna@itamaraty.gov.br

CAMBODGE: ACTION LETTRE POUR CHHIM SITHAR

UNE DIRIGEANTE SYNDICALE INCARCÉRÉE EN RAISON DE SON ENGAGEMENT AU SYNDICAT

Chhim Sithar, dirigeante du Syndicat des employés khmers soutenus par les droits du travail de NagaWorld, a été arrêtée une nouvelle fois pour avoir – semble-t-il – enfreint les termes de sa libération sous caution, sur la base de charges fallacieuses d'«incitation à commettre un crime», après son retour au Cambodge depuis l'Australie. Les membres de ce syndicat sont en grève depuis décembre 2021, à la suite de licenciements de masse au casino de NagaWorld.

Chhim Sithar a déjà été victime d'une arrestation violente le 4 janvier 2022: elle a été saisie par le cou et traînée dans une voiture par des policiers en civil, alors qu'elle essayait de rejoindre une grève à Phnom Penh. Elle a passé 72 jours en prison avant d'être remise en liberté sous caution en mars.

Elle a de nouveau été arrêtée pour avoir – semble-t-il – enfreint ses conditions de libération sous caution dont ni elle ni son avocat n'avaient connaissance.

Nous demandons la libération immédiate de Chhim Sithar et l'abandon des poursuites la visant. Chhim Sithar est incarcérée en raison de son travail de défense des droits humains.

Elle travaille à NagaWorld depuis 2007 et est devenue présidente du Syndicat des employés khmers soutenus par les droits du travail en 2010. Le 3 janvier 2022, elle a été accusée d'«incitation à commettre un crime» en vertu des articles 494 et 495 du Code pénal.

Avant son arrestation, elle a déclaré à Amnesty International: «On m'a dit que ce n'est pas facile de se battre contre Naga, parce que c'est une grande entreprise et qu'ils ont énormément d'argent. Mais si personne ne mène les combats difficiles, comment pouvons-nous obliger qui que ce soit à rendre des comptes – et comment pouvons-nous espérer remporter les autres luttes?»

PASSEZ À L'ACTION

Veillez écrire une lettre courtoise en anglais ou français au **Premier ministre cambodgien** et demandez-lui de veiller à ce que Chhim Sithar soit libérée immédiatement et sans condition car elle a été emprisonnée uniquement pour son travail en faveur des droits humains. Une enquête indépendante et approfondie sur les charges retenues contre elle doit également être ordonnée. En outre, Chhim Sithar et les autres dirigeants·e·x·s de la LRSU (Syndicat des employés khmers de NagaWorld), ainsi que ses membres, doivent bénéficier des protections qui leur sont dues en vertu du droit international des droits humains que le Cambodge a ratifié.

→ **Formule d'appel** : Dear Prime Minister Samdech Hun Sen / Monsieur le Premier ministre,

→ Vous trouverez un **modèle de lettre en français à la page 5**.

→ Un **modèle de lettre en anglais** est à disposition sur www.amnesty.ch :

<https://www.amnesty.ch/fr/pays/asi-pacifique/cambodge/2023/action-lettre-pour-une-dirigeante-de-syndicat>

Ou mettez les mots clés pour la recherche: 🔍 le **titre** de cet article ou le **nom de la personne**

→ **Frais d'envoi**: CHF 2.30

→ **Envoi de courrier par poste dans le monde - note:**

Veillez vérifier auprès de la Poste Suisse si des lettres sont actuellement envoyées au pays de destination.

Faute de quoi nous vous demandons d'envoyer votre lettre par e-mail, fax ou les réseaux sociaux (si disponibles)

et/ou de l'envoyer via l'ambassade avec la demande de transmission à la personne désignée.

LETTRE COURTOISE À

Premier ministre - Samdech Hun Sen
Office of the Prime Minister
Jok Dimitrov Boulevard Phnom Penh
Cambodge

Twitter: @PeacePalaceKH

Facebook: <https://www.facebook.com/hunsencambodia>

COPIE À

Ambassade du Royaume du Cambodge
Chemin Taverney 3, Case Postale 213
1218 Le Grand-Saconnex

Fax: 022 788 77 74

E-mail: cambodge@bluewin.ch ;

camemb.gva@mfaic.gov.kh

Expéditeur·rice·x:

Premier ministre
Samdech Hun Sen
Office of the Prime Minister
Jok Dimitrov Boulevard Phnom Penh
Cambodge

Lieu et date :

Concerne : Chhim Sithar

Monsieur le Premier ministre,

Je vous écris afin de vous faire part de ma profonde inquiétude pour le futur de tous les travailleurs et travailleuses au Cambodge, après l'arrestation de Chhim Sithar, la dirigeante du Syndicat des employés khmers soutenus par les droits du travail de NagaWorld. Je déplore l'arrestation arbitraire de cette dirigeante syndicale et l'utilisation abusive du système pénal, et redoute ce que cela signifie pour le futur des droits des travailleurs et travailleuses dans votre pays.

Il est extrêmement inquiétant que les accusations d'incitation au crime retenues contre Chhim Sithar n'aient pas été abandonnées, et qu'elles semblent avoir été motivées par son rôle de dirigeante du Syndicat des employés khmers soutenus par les droits du travail, ainsi que par les actions de grève menées par ce syndicat contre NagaWorld. Par ailleurs, la nouvelle arrestation de Chhim Sithar est très inquiétante car elle est accusée d'avoir enfreint certaines conditions de sa libération sous caution dont elle n'aurait pas pu avoir connaissance, puisqu'elles ne lui avaient pas été communiquées ni à elle ni à ses avocats, en dépit des sollicitations de ces derniers à ce propos. Cela démontre qu'elle a de nouveau été arrêtée en raison de son engagement, et de l'exercice de son droit à la liberté d'opinion et la liberté d'association au Cambodge et en Australie.

Chhim Sithar est uniquement incarcérée en raison de son travail de défense des droits humains.

Je vous demande donc de faire en sorte que Chhim Sithar soit libérée immédiatement et sans condition et que les charges retenues contre elle fassent l'objet d'une enquête indépendante et approfondie, menée par un organe objectif.

De plus, Chhim Sithar, les autres responsables du Syndicat des employés khmers soutenus par les droits du travail ainsi que ses membres doivent recevoir la protection à laquelle iels ont droit en vertu des dispositions du droit international relatif aux droits humains que le Cambodge a ratifiées.

Dans cette attente, je vous prie de croire, Monsieur le Premier Ministre, à l'expression de ma haute considération.

Copie:

Ambassade du Royaume du Cambodge, Chemin Taverney 3, Case Postale 213, 1218 Le Grand-Saconnex
Fax: 022 788 77 74 / E-mail: cambodge@bluewin.ch ; camemb.gva@mfaic.gov.kh